

LA RESITIBLE ASCENSION DU SYSTEME "FORMATION ET VISITES"

Dominique GENTIL*

RESUME

L'objet de l'article est de comprendre la diffusion rapide du système de vulgarisation "Formation et Visites", utilisé dans plus de 100 projets financés par la Banque Mondiale. Ce système se prétend universel. Il a séduit officiellement la Banque Mondiale par son aspect cohérent, par son efficacité réelle et apparente, par la simplification du travail d'élaboration et de suivi des projets, même s'il est contredit en privé ou transformé.

Il a séduit les Etats, non seulement par l'attrait du financement mais aussi par "l'illusion scientifique" et sa correspondance avec les règles bureaucratiques. Sa diffusion a été favorisée par la démission politico-économique des autres bailleurs de fonds et par les difficultés que la Recherche-Développement rencontre pour faire changer les mentalités.

Le problème actuel n'est pas de polémiquer mais d'avancer, en maintenant toujours un minimum de rigueur intellectuelle, en faisant évoluer les systèmes efficaces, en analysant les innovations et les modes de diffusion spontanés, en démontrant que des systèmes légers sont plus performants. Cette nouvelle approche peut intéresser les Etats qui veulent définir eux-mêmes leurs systèmes, une minorité de cadres qui veulent apporter aux paysans des solutions appropriées, l'immense majorité des paysans qui y verraient reconnus leurs expériences et leurs problèmes et enfin les sources de financement qui y trouveraient des interventions plus efficaces et moins coûteuses.

MOTS CLES :

Adoption de l'innovation - Diffusion de l'innovation - Vulgarisation - Recherche/Développement - Méthode

INTRODUCTION

Depuis une dizaine d'années, la diffusion rapide du système de Formation et Visites (plus de 100 projets financés par la Banque Mondiale utilisent ou sont influencés par cette méthode, aussi bien en Asie qu'en Afrique et en Amérique Latine) focalise les discussions sur les méthodes de vulgarisation.

Ce n'est plus la peine de recommencer à faire la critique du système "TRAINING AND VISIT" (T and V), qui a déjà fait l'objet de nombreuses analyses (cf, les textes récents de la CCCE, certaines communications du Séminaire de Yamoussoukro et plusieurs écrits de l'IRAM). Rappelons seulement, pour les non initiés, qu'il s'agit d'un système de vulgarisation, proposé par D. BENOR (1984), conseiller spécial à la Banque Mondiale, et qui repose sur un certain nombre de principes simples : vulgarisateur consacré exclusivement à des tâches de vulgarisation, liaison avec la recherche, organisation stricte du travail du vulgarisateur, recyclage régulier, appui d'un corps de spécialistes, progressivité dans les thèmes...

Il semble intéressant plutôt de déplacer le problème et d'essayer de comprendre le succès de son implantation.

Comment un système relativement **peu original** (l'essentiel de ses principes sont connus et appliqués depuis les indépendances), **coûteux** (il exige un nombre important de vulgarisateurs et nécessite de nouveaux cadres pour les fonctions hors vulgarisation, comme le crédit,

* IRAM : Institut de Recherches et d'applications des méthodes de développement - Paris.

l'approvisionnement, les statistiques... qui étaient partiellement assurées par les anciens vulgarisateurs), d'une **efficacité relative** (1), peut être accepté comme système **universel** de vulgarisation (ce qui est là une aberration intellectuelle, puisque les innovations, les systèmes agraires, les Etats... étant divers et évolutifs, il ne peut en aucun cas y avoir prétention à l'universalité dans ce domaine). Il faut donc comprendre par quel mécanisme intellectuel et par quel effet de domination politico-financière on en est arrivé là.

I — QUEL SYSTEME TRAINING AND VISIT

Une question préalable doit être posée : De quel système parle-t-on ? De celui présenté par son fondateur, de celui qui apparaît dans certains écrits de la Banque Mondiale ou de celui qu'on voit appliquer sur le terrain, notamment en Afrique ? Sur l'un des points essentiels de la vulgarisation (et d'ailleurs de toutes formes d'intervention), qui est le rapport qui s'établit entre les cadres et les paysans, le T and V propose le principe du "feed back". Ceci représente un grand progrès par rapport à la vulgarisation descendante puisqu'en principe on recueille systématiquement l'avis des paysans et, toujours en principe, on en tient compte pour changer les thèmes techniques et, éventuellement, réorienter la recherche. Malheureusement, cet aspect reste relativement peu développé et instrumentalisé et on a tout lieu de penser que le feed back, les avis des paysans, restent fortement filtrés et biaisés : on interroge les paysans sur leurs réactions à partir des thèmes proposés par les vulgarisateurs, sur leurs difficultés d'application mais pas sur les problèmes principaux des paysans et ce sont, pour l'essentiel, les vulgarisateurs de base qui transmettent les opinions paysannes à leurs supérieurs. Par exemple, à Dosso (Niger), les vulgarisateurs recueillaient les opinions techniques des paysans sur l'engrais, mais ne faisaient pas remonter l'interrogation principale des paysans qui était "à quelle date l'engrais va-t-il arriver et à quel prix ?" Le problème était donc considéré comme hors sujet, alors qu'il démontrait bien que le problème essentiel n'était pas celui de la vulgarisation.

le feed back
devrait utiliser
l'avis des paysans

en effet
les problèmes
des paysans ne
remontent pas

ou sont occultés

Dans la plupart des applications africaines, l'aspect feed back a presque entièrement disparu et on revient à l'habituelle approche descendante. Par exemple, à Forecariah (Guinée), les cadres veulent faire passer le repiquage précoce "parce que c'est démontré scientifiquement", sans que, jamais, à aucun échelon, on ne cherche à comprendre la non application de ce thème par les paysans. Alors que si on les interroge, ceux-ci ont des explications qui semblent tout à fait valables : attaque des jeunes pousses par les crabes, eau encore trop salée au moment proposé par les cadres pour le repiquage.

parfois la Banque
Mondiale propose
d'associer les
paysans

Au contraire, dans d'autres publications de la Banque Mondiale (CERNEA et col 1985), le décor change totalement. Ce qui est proposé est "a two way continuum" entre recherche, vulgarisation et paysans. On part d'un diagnostic incluant aussi les aspects économiques et sociaux, diagnostic réalisé à la fois par les chercheurs, les vulgarisateurs et les paysans ; on expérimente par zone et par types d'exploitations, les innovations permettant de lever les contraintes principales chez les paysans et avec les paysans et les vulgarisateurs ; on étend ensuite les résultats en utilisant le réseau de vulgarisateurs, recyclés régulièrement et liés avec les spécialistes et les chercheurs. En définitive, le nouveau système de vulgarisation n'est pas une nouvelle forme d'organisation ou de liaison entre appareils de recherche et appareils de vulgarisation, mais une **réorientation radicale des pratiques des chercheurs et des vulgarisateurs**, les obligeant, à partir des problèmes réels des paysans, notamment par une approche "farming system" et à **associer systématiquement les paysans à chaque étape** (diagnostic, expérimentation, diffusion).

On le voit l'écart est saisissant entre les textes eux-mêmes et entre les textes et la réalité, ce qui rend difficile la critique puisque toute observation concrète de terrain est balayée par une

(1) Le système de formation et visites (T and V) semble marcher dans certaines conditions précises : Thèmes techniques relativement simples (nouvelles variétés, engrais, pesticides), bien adaptés et entraînant une forte élévation de rendement, bonne régularité du calendrier agricole, nombre élevé de spécialistes, bonne efficacité du service d'accompagnement (approvisionnement, crédit commercialisation...). Ces conditions étant remplies pour certaines cultures (notamment le riz), particulièrement en zones irriguées et dans plusieurs pays asiatiques, il n'est pas étonnant que le T and V donne de bons résultats en Asie ou dans quelques pays africains (maïs et café pour le Kenya par exemple). Mais il n'y a aucune évidence de réussite dans l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale ou des pays montagneux comme le Rwanda et le Burundi.

Un problème reste toutefois dans toutes les conditions : il n'y a pas de véritables analyses "scientifiques" et objectives permettant d'isoler le poids spécifique de la vulgarisation par rapport aux autres facteurs expliquant l'adoption des innovations. Dans la plupart des cas, il semble que les facteurs principaux restent la qualité des innovations, le système des prix, l'efficacité de l'approvisionnement, de la commercialisation et du crédit, et que la vulgarisation joue un rôle mineur d'accélération.

système très
plastique

phrase péremptoire "Le système est bon mais dans l'exemple précis que vous citez, il est mal appliqué" et que le même système peut être présenté dans une version très "participative" ou être compris comme un simple aménagement technique (le feed back) des vieilles méthodes directives.

Cette plasticité du système est certainement un facteur de réussite mais il est nécessaire d'aller beaucoup plus loin et **d'essayer de comprendre les mécanismes de séduction/soumission et de convergence d'intérêts** qui expliquent la généralisation du T and V. Il ne s'agit ici que d'indiquer les grandes lignes, chacun, à son niveau, pouvant compléter ou nuancer l'analyse. L'essentiel de celle-ci repose sur des observations directes ou des discussions mais dans certains cas, il s'agit plutôt d'inductions logiques ou d'hypothèses qui restent à confirmer.

II — LA CONQUETE DE LA BANQUE MONDIALE

Celle-ci s'est faite par le haut et tout le monde souligne l'efficacité du charisme personnel du fondateur du système au niveau des Présidents successifs de la Banque. Au-delà des facteurs personnels, qui ne sont pas forcément négligeables, on peut estimer la **séduction** par la combinaison de 3 éléments :

par un système
cohérent

- La présentation sous forme d'un système cohérent, à partir de la liaison de quelques principes simples, de bon sens, marqués du sceau de l'évidence, à apparence universelle et anhistorique. Ceci donne un aspect convaincant et rassurant, apportant des solutions simples à des problèmes compliqués.

une efficacité
réelle

- L'efficacité réelle du système. Le T and V améliore réellement la vulgarisation en sélectionnant dans les résultats de la recherche ce qui peut passer directement en vulgarisation et en remettant au travail (par l'organisation du travail, le recyclage, les moyens de travail...) les appareils de vulgarisation.

et une efficacité
apparente mettant
tout sur le compte
de la T and V.

- L'efficacité apparente. Ceci est très frappant dans beaucoup de textes de la Banque (particulièrement dans les écrits de BENOR-HARRISON, 1984 et BENOR-BAXTER, 1984). On sélectionne dans de nombreuses expériences des augmentations spectaculaires de rendement, présentées en dehors de tout contexte et on les met en relation directe avec l'efficacité du T and V. La simple honnêteté intellectuelle demanderait que les changements des autres facteurs explicatifs du rendement, soient également décrits (climat, système de prix, innovations disponibles, politique de crédit, d'approvisionnement, de commercialisation, de stockage... Par exemple, la plupart des analyses des succès agricoles en Inde au cours de ces dernières années ne mentionnent pas la vulgarisation comme facteur explicatif. Il resterait alors à essayer de mesurer l'efficacité spécifique de la vulgarisation. Si le problème est parfois correctement posé (CERNEA et col, 1983) (2), il n'est jamais résolu d'une manière satisfaisante, ce qui laisse ouvert le champ des interprétations (vulgarisation : facteur décisif ou facteur secondaire).

Cette séduction est certainement encore plus sensible chez les non spécialistes du développement rural (financiers, économistes) qui se sentent peu armés et peu intéressés par la compréhension des systèmes agraires (considérés souvent comme des boîtes noires, dont il suffit de mesurer les inputs et les outputs) et les multiples facteurs expliquant l'adoption des innovations.

simplifier le travail
de préparation et
de suivi

De plus, ils y trouvent une simplification dans leur travail de préparation et suivi de projets. La mise en place du T and V permet de dépenser, par projet, des sommes importantes, avec des normes bien codifiées : tant de population entraîne tant de "paysans de contact" qui conduisent à des multiples fixes de vulgarisateurs de base, de superviseurs, de spécialistes par matières... avec les moyens de fonctionnement qui leur sont liés.

Le T and V vient également renforcer le sentiment de supériorité, voire d'arrogance intellectuelle, assez fréquent chez les cadres de la Banque (nous sommes la source d'intervention dominante, nous avons les meilleurs spécialistes, nous avons l'expérience comparative la plus développée..., nous avons la solution miracle à vos problèmes).

(2) Cf CERNEA, COULTER, RUSSELL. Agricultural Extension by Training and visit. The Asian Experience.

mais n'étant pas la solution miracle

elle est contredite en privé

utilisée comme "couverture"

Cependant, le T and V, à l'intérieur de la Banque, est loin de faire l'unanimité. La plupart des agronomes compétents savent bien qu'il n'y a pas de méthode universelle, que d'autres facteurs comme les prix sont beaucoup plus importants que la vulgarisation, qu'on pourrait obtenir les mêmes résultats en dépensant beaucoup moins d'argent... Mais, apparemment, ce qui est dit fréquemment en privé ne trouve pas le moyen de s'exprimer publiquement d'une manière organisée : il y a donc soumission aux modes ou aux directives venues du sommet (réflexe compréhensible quand on se trouve en période de réorganisation, avec des menaces de compression d'effectifs) et tentatives d'adaptation dans les projets concrets. L'essentiel est de faire allégeance, de proclamer qu'on applique le T and V, même si on n'en retient que certains éléments (qui, de toute façon, se retrouvent dans tous les systèmes de vulgarisation).

ou transformée

Une autre approche, apparemment celle représentée par CERNEA est d'enrichir considérablement le système, presque de le subvertir de l'intérieur, en transformant la simple technique du feed back en une réorientation de la recherche et de la vulgarisation par de nouveaux rapports entre paysans, chercheurs et vulgarisateurs : en introduisant l'approche "farming system research" (assez proche de la Recherche/Développement) et les facteurs socio-économiques, voire culturels. La question est alors de savoir s'il ne s'agit que d'un autre habillage, ou si en Asie, cette présentation correspond réellement à des pratiques nouvelles, à la fois des cadres nationaux et de la Banque. Ce qui est sûr, c'est que cette tendance ne s'est pas encore manifestée dans l'Afrique "francophone".

III — LA CONQUETE DES PAYS

condition imposée par la BM

Bien sûr, il y a l'explication réelle mais facile : les pays acceptent le T and V parce que c'est une des conditions imposées par la Banque pour financer des projets de développement rural. Peu importe le système, l'essentiel est d'avoir l'argent pour payer les salaires des encadreurs de base, les moyens de déplacement, les indemnités et éventuellement, quelques autres avantages.

méthode efficace de travail pour l'encadrement

Mais il faut aller plus loin que cette simple soumission brutale par l'argent. Là encore, il y a séduction et convergence d'intérêts ou de schémas de raisonnements. Au niveau des Ministres et des cadres supérieurs, il y a séduction par "l'illusion scientifique". Le T and V est un système universel, performant, efficace, moderne... Il faudrait être "ringard" ou attardé pour ne pas l'adopter. Il y a aussi une méthode très efficace pour remettre au travail les agents qui ont des directives, une organisation rigoureuse du travail et que l'on peut contrôler à tout moment. Il y a un quadrillage quasiment militaire du territoire, avec une cascade de superviseurs de l'encadrement de base correspondant aux différents échelons administratifs ou du découpage des projets. Il y a donc aussi possibilité d'emploi d'un nombre important de vulgarisateurs et de cadres, bénis par la Banque, alors que, partout, on parle de licenciements et de "dégraissage". Il n'y a pas du tout remise en cause du rapport de légitimation/domination du fonctionnaire sur les paysans : le cadre qui sait et qui apprend aux paysans la "modernité scientifique". Ceux-ci peuvent, au mieux, poser des questions ou émettre des suggestions (effets de feed back).

correspondant aux règles bureaucratiques

Il y a donc parfaite concordance, d'une part entre le T and V et les règles bureaucratiques (hiérarchie, division du travail, contrôle, priorité accordée au fonctionnement interne du système plutôt qu'à son efficacité externe (3), séparation des administrateurs et des administrés, supériorité des cadres sur les paysans...) : et d'autre part intérêt des appareils d'Etat au T and V (augmentation des emplois et des moyens de financement).

Même au niveau de l'encadreur de base, le T and V a des effets tout à fait rassurants. Au début de l'application du système au Burkina (qui était encore Haute-Volta), la déclaration unanime était "Le T and V c'est bien, parce que le matin quand je me lève je sais ce que je vais faire".

La généralisation du T and V n'est donc pas une simple imposition de l'extérieur par le biais de la domination financière. Elle pénètre avec la complicité des cadres nationaux qui sont séduits intellectuellement et y voient un moyen efficace de satisfaire leurs propres intérêts, individuels ou collectifs.

(3) Il faut avoir en tête les analyses sur le fonctionnement de l'armée où une bonne partie des énergies (nourriture, habillement...) sert à faire fonctionner le système en dehors de toute activité militaire. On pourrait faire les mêmes remarques sur l'utilisation des rapports dans les projets.

IV — LA DEMISSION DES AUTRES BAILLEURS DE FONDS

1. La généralisation du T and V

acceptant la
conception de la
Banque Mondiale

Cette généralisation du T and V n'a également été possible que par la dispersion et la démission politico-économique des autres sources de financement. Le coût important des projets a souvent conduit, notamment les organismes français (Ministère et Caisse Centrale), à rechercher ou accepter des co-financements dans lesquels la Banque a pris très rapidement le leadership, imposant ses conceptions, ses méthodes et ses procédures. Comme le T and V, pour l'essentiel, reprenait bon nombre de pratiques utilisées depuis l'Indépendance par la SATEC, le BDPA, la SCET ou la CFDT, il n'y avait pas de véritables conflits (4). De même BAD et FIDA, malgré quelques velléités d'originalité dans la conception des projets, notamment pour le public cible, ont emboîté le pas.

Les autres financiers, multilatéraux (comme le CCE) ou bilatéraux (USAID, Allemagne, Canada, Suisse, Belgique, Italie...) n'ont pas développé une réflexion systématique dans ce domaine ou ont expérimenté des approches un peu nouvelles (par exemple, Allemagne et Suisse) seulement sur quelques pays et quelques projets. La seule approche structurée, à l'exception des systèmes cotonniers (notamment au Mali et en Côte d'Ivoire) est donc restée le T and V.

2. Des voies alternatives

appelée Recherche-
Développement

n'ont pas encore
débouché sur une
nouvelle approche

à cause de
problèmes d'ordres
méthodologiques

Face à ce rouleau compresseur, la France a recherché depuis bientôt une dizaine d'années, des voies alternatives, qui peuvent être rassemblées sous l'étiquette de la Recherche/Développement (R/D). Celles-ci, malgré des résultats intéressants, sont loin d'avoir répondu aux attentes et ne sont pas réellement arrivées à mettre en pratique les intentions de départ. Les raisons en sont multiples et doivent être analysées au cas par cas (5) : zones souvent marginales, où il n'existe pas de thèmes techniques adaptés et quelquefois aucune recherche, diagnostic non finalisé donc sans fin, pas de réelle participation des paysans au diagnostic et à l'expérimentation (le paysan est davantage un hanneton qu'on observe sous tous les angles qu'un partenaire), association, au mieux superficielle, des vulgarisateurs, venant d'un mépris latent des chercheurs-agronomes par rapport aux encadreurs, concentration sur l'aspect agronomique et sur la parcelle ou l'exploitation (en négligeant souvent l'élevage, la forêt, le non agricole, l'économie, la sociologie, le village, la petite région...), non réflexion a priori sur les modes de diffusion des résultats de la R/D. D'une manière générale, les Projets R/D sont restés des enclaves, même quand ils se situaient à l'intérieur des grands projets et n'ont pas débouché sur des approches nouvelles à grande échelle.

A ces limitations, souvent d'ordre méthodologique, qu'il serait relativement facile de dépasser, les approches alternatives par rapport au système T/V présentent deux handicaps majeurs :

mais exigent des
changements de
mentalités

- Elles vont à contre-courant des pratiques habituelles. Même si les discours évoluent plus ou moins rapidement, chercheurs, agronomes, encadreurs, ministres ou financiers sont plus ou moins consciemment persuadés, dès l'école, qu'ils en savent plus que les paysans en matière de développement rural et reproduisent des pratiques directives, descendantes ou paternalistes.

Partir des problèmes des paysans, les considérer comme des partenaires à part entière, rationnels, compétents, même si, comme tout le monde, ils ne savent pas tout et se trompent souvent, représente une coupure radicale, exigeant en général des efforts collectifs sur plusieurs années. Le T and V, ne faisant au mieux qu'améliorer avec le feed back le système descendant, est donc beaucoup plus facilement acceptable.

et refusent le
système unique

- Par ailleurs, les pratiques alternatives refusent l'esprit de système universel. Ici on propose un système unique qui se prétend universel, là on souligne la complexité des structures agraires et la nécessité de proposer une gamme de solutions diversifiées pour chacune des situations particulières.

Allant à contre-courant des croyances et pratiques habituelles, n'ayant pas fait preuve d'une efficacité particulière, n'ayant pas débouché sur des diffusions généralisées (et donc représentant un mauvais ratio coût/bénéfice (6), il n'est pas étonnant que ces nouvelles approches restent marginales.

(4) Il est assez amusant de constater que plusieurs intervenants français critiquent le T and V simplement parce qu'ils ont l'impression qu'on leur a volé leur enfant.

(5) Voir par exemple "Les Cahiers de la R/D", et les journées d'étude IRAM de 1984, les évaluations des actions de R/D du CIRAD et du GRET.

(6) Les pratiques anglo-saxonnes de "Farming system research" ayant eu, au départ, des angles d'attaque plus restreints (souvent 1 ou 2 cultures au niveau des exploitations) semblent avoir des résultats plus rapides et avoir une meilleure liaison avec la vulgarisation.

V — QUE FAIRE ?

Le problème n'est pas de polémiquer mais d'avancer.

L'une des premières conditions est de toujours maintenir un minimum de rigueur intellectuelle. Sans procès d'intention, observer, au-delà des principes proclamés, la réalité des pratiques (des paysans, des vulgarisateurs, des chercheurs, des gouvernements, des financiers) et leur rationalité. C'est-à-dire notamment, voir quelles innovations sont acceptées ou refusées, par qui, d'où viennent-elles (de la recherche ou des paysans ou d'autres), quels sont les facteurs qui expliquent l'adoption (prix, marché, approvisionnement, crédit, vulgarisation, prestige, imitation sociale...), quels sont les canaux de diffusion, quel est le rapport coût/bénéfice de l'appareil de vulgarisation. C'est seulement à partir de ces questions et d'études précises que l'on pourra remettre à sa juste place la vulgarisation. En attendant, ne recevoir comme vrai aucun résultat spectaculaire avancé par la vulgarisation, sans l'examen des autres facteurs explicatifs... et de la fiabilité des statistiques, et sans la mettre en liaison avec les coûts. Il y a souvent escroquerie intellectuelle, n'y succombons pas.

maintenir une rigueur intellectuelle dans l'étude des réalités et des résultats

faire évoluer les systèmes performants

• Faire évoluer les systèmes lourds mais performants. Le cas de la CMDT (Mali), par exemple, doit être analysé et suivi avec attention, notamment avec le rôle plus important confié dans la vulgarisation aux associations villageoises, la prise en compte des cultures vivrières et de l'élevage, l'intégration d'une composante système agraire/RD, l'approche terroir, la vulgarisation spécifique pour une catégorie spécifique de producteurs (motorisation intermédiaire), l'effort important de formation pour les cadres et les paysans... Avec des adaptations et des rythmes différents, ce modèle peut être approprié dans des zones importantes d'une dizaine de pays, laissant au musée les schémas autoritaires et purement cotonniers utilisés pendant de longues années au Nord Cameroun et au Tchad.

repérer et analyser les innovations et les modes de diffusion spontanés

• Repérer et analyser les innovations techniques et sociales venues des paysans (variétés, outils, associations de culture, organisations paysannes) et les modes de diffusion "spontanés" des innovations (maraîchage péri-urbain, sorgho de décrue au Nord Cameroun, café en Côte d'Ivoire). Certaines données sont déjà disponibles (par exemple à L'ORSTOM) mais devraient être complétées et systématisées.

démontrer que des systèmes plus légers sont plus performants

• Démontrer que des systèmes plus légers, associant chercheurs, vulgarisateurs et paysans sont plus performants et moins coûteux que les systèmes classiques. A partir de tout le capital accumulé depuis 10 ans sur les projets Recherche/Développement (dont une partie a déjà fait l'objet d'évaluation et de documents de réflexion), il ne semble pas très difficile de définir un certain nombre de conditions minimales assurant des chances raisonnables de réussite ; de choisir avec les Etats un nombre limité (entre 5 et 10) de lieux d'intervention ; de constituer des équipes mixtes cadres nationaux-expatriés de qualité ; de leur donner des moyens complémentaires en formation, suivi, appuis techniques spécialisés, échanges d'expérience ; d'évaluer les résultats par rapport à des hypothèses clairement établies au départ ; de discuter régulièrement ces résultats dans des séminaires internationaux.

La meilleure solution serait, sans doute, de considérer ces expérimentations sur des zones restreintes comme phase préalable à des diffusions à plus grande échelle (7).

utiliser différents moyens de diffusion

• Utiliser beaucoup plus largement, en les améliorant, d'autres canaux de diffusion que les appareils de vulgarisation. Beaucoup de messages simples transmis par les encadreurs peuvent l'être par la radio, surtout si celle-ci enregistre aussi les observations des paysans ; l'organisation de visites et d'échanges entre paysans a toujours été un moyen très efficace de diffusion ; de même, chaque fois que le degré de scolarisation est significatif ou qu'il y a une opération d'alphabétisation, des supports techniques écrits devraient être utilisés. Il n'y a donc pas nécessité d'utiliser systématiquement des moyens intéressants mais coûteux, comme la vidéo ou le film.

CONCLUSION

Est-ce possible ? Compte tenu des observations précédentes sur la convergence entre T and V et pratiques et intérêts de la "bureaucratie", les propositions précédentes ont-elles des chances d'être mises en œuvre à une échelle significative ?

On peut faire l'hypothèse que la conjoncture et l'intérêt de certains acteurs peuvent les rendre acceptables.

(7) Et non, comme actuellement, des projets en soi ou des composantes dans de grands projets ayant leur propre logique.

- Les crises budgétaires et financières de la plupart des Etats poussent à la recherche de **systèmes plus légers**, surtout s'ils sont financés en partie par des subventions extérieures.
- Il n'y a aucune évidence de l'efficacité et de la supériorité du T and V en Afrique. Donc beaucoup de gouvernements et de cadres sont ouverts à **essayer d'autres systèmes**.
- Les gouvernements, s'ils sont séduits parfois par l'aspect "universel" du T and V, sont encore plus sensibles à la nécessité de trouver des **interventions adaptées** à leur propre situation. Ils préféreraient, pour la plupart, définir eux-mêmes leurs systèmes plutôt que de se le laisser imposer de l'extérieur.
- Au moins une minorité de **cadres nationaux** sont **intéressés** à comprendre les différents types de paysans, à travailler avec eux et à leur apporter des solutions appropriées. Ils pourraient être passionnés pour relever ce défi d'inventer un nouveau système de vulgarisation ou, plus largement, d'intervention en milieu rural, surtout s'ils y trouvent l'occasion de recevoir une formation complémentaire, d'échanger leurs expériences avec d'autres pays, de valoriser leur travail (articles, thèses...). Les mêmes remarques peuvent être faites au sujet des cadres expatriés.
- Les **vulgarisateurs** de base, s'ils ont une certaine sécurité dans les systèmes classiques, se trouvent souvent en porte-à-faux entre les directives du sommet, dont ils voient bien, pour certaines, leur inapplicabilité, et leur vie au milieu des paysans, où ils sont souvent incapables de répondre aux préoccupations exprimées. Etre dans un système qui apporte des réponses aux problèmes réels des paysans leur permettrait, sans aucun doute, de se sentir **plus à l'aise** et d'avoir une fonction mieux valorisée, surtout si elle est liée à une formation permanente.
Bien sûr, leur nombre serait considérablement réduit mais sans doute une bonne partie des exclus pourrait trouver sa place dans l'agriculture (dans plusieurs pays, un "bon" planteur gagne plus qu'un encadreur), dans les organisations paysannes ou les activités extra-agricoles.
- Les **paysans** ne pourraient, dans la majorité, être que **satisfaits si l'on tient compte de leurs expériences**, de leurs avis et si on s'efforce de résoudre leurs problèmes.
- Enfin, les **sources de financement** devraient, en principe, être d'accord pour participer à des opérations souhaitées par les gouvernements, centrées sur les problèmes des paysans et présentant, à terme, un **bon rapport coûts/bénéfices**. Toutefois, il existe des chances beaucoup plus fortes de voir accepter des méthodes d'intervention alternatives s'il y a réflexion commune et appuis concertés entre partenaires européens, permettant ainsi de faire contrepoids au modèle dominant. La CCE, qui a l'habitude de négocier avec les ACP des financements importants sur 5 ans, pourrait jouer un rôle charnière en favorisant les cofinancements entre elle et les bilatéraux européens et en assurant l'animation de la réflexion commune.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUDOUX F., 1981. — Formation des agents de développement rural à la pratique de l'intervention-conseil. — Paris : IRAM
- BENOR D., BAXTER M., 1984. — Training and Visit Extension. — Washington : The World Bank 1986. — Le système de formation et de visites. — Washington : Banque Mondiale ; Paris : Economica
- BENOR D., HARRISON J., BAXTER M., 1984. — Agricultural Extension : The Training and Visit System. — Washington : The World Bank 1987. — Vulgarisation agricole : Le système de formation et de visites. — Washington : Banque Mondiale ; Paris : Economica. — 97 p.
- CERNEA M., COULTER J., RUSSEL J., 1983. — Agricultural Extension by Training and Visit : The Asian Experience. — Washington : The World Bank
- CERNEA M., COULTER J., RUSSEL J., 1985 — Research, Extension, Farmer : A two-way continuum for agricultural development. — Washington : The World Bank

GENTIL D., 1984. — Faut-il raisonner en termes de vulgarisation ou d'innovation. — Paris : IRAM

IRAM, 1984. — La vulgarisation agricole. Analyse bibliographique. — Paris : IRAM

IRAM, 1984. — Journées d'étude sur Recherche et Développement. — Paris : IRAM

MINISTERE DE LA COOPERATION, 1987. — Recherche, vulgarisation et développement rural en Afrique Noire : Colloque de Yamoussoukro. — France : Ministère de la Coopération

STAVIS B., 1979. — Agricultural extension for small farmers. — Working paper n° 3 - Michigan State University

SUMMARY

The purpose of the article is to understand the rapid spread of the "Training and Visits" extension system used in over 100 projects financed by the World Bank. The system claims to be universal. It has received the official blessing of the World Bank because of its coherent appearance, its real and apparent effectiveness, by the simplification of the work of drawing up and monitoring projects, even if it is contradicted in private or changed.

It has seduced states not only by the attraction of being financed but also by the "scientific illusion" and the fact that it corresponds with bureaucratic rules. Its spread has been encouraged by the politico-economic resignation of the other financial backers and by the inadequate results achieved so far by the alternative pathways of Research and Development. The latter require considerable changes in mentality and, given the complexity of agrarian structures, cannot accept a single system which claims to be universal.

The problem today is not to indulge in polemic but to keep a minimum of intellectual rigour and push ahead and make effective systems evolve (particularly in cotton), with analysis of innovations and spontaneous propagation, by demonstrating that "light" systems perform better. This new approach may interest states which want to define their systems themselves rather allow them to be imposed from outside, and then a minority of managers who wish to provide farmers with appropriate solutions, the vast majority of farmers who would like to see recognition of their experience and problems, and finally might interest sources of financing which would find more effective and less costly action.

RESUMEN

El objeto de este artículo es comprender la difusión rápida del sistema de vulgarización "Formación y Visitas", utilizado en más de 100 proyectos financiados por el Banco Mundial.

Este sistema pretende ser universal. El Banco Mundial adoptó oficialmente el sistema por su aspecto coherente, por su eficiencia real y aparente por la simplificación del trabajo de elaboración y de los seguimientos de los proyectos, aunque en privado sea negado o transformado.

Los Estados lo han adoptado no solamente a causa de lo atractivo de su financiamiento, pero también a causa de la "ilusión científica" y su adaptación a las reglas burocráticas. Su difusión se vio favorecida por el renunciamento político-económico de los otros organismos de financiamiento, y por los resultados insuficientes obtenidos por el momento mediante las vías alternativas de la Investigación/Desarrollo. Estas vías necesitan importantes cambios de mentalidades y, tomando en cuenta lo complejo de las estructuras agrarias, rechazan el sistema único con pretensiones universales.

El problema actual no es el de polemizar, pero el de avanzar; tratando siempre de mantener un mínimo de rigor intelectual, haciendo evolucionar los sistemas eficientes (sobre todo los algodóneros) analizando las innovaciones y los modos de difusión espontáneos, haciendo la prueba que sistemas más simples tienen mejores resultados. Este nuevo enfoque puede interesar los Estados que quieren determinar ellos mismos sus sistemas, en vez de dejarse imponerlos desde el exterior; una minoría de responsables que quieren aportar a los campesinos soluciones apropiadas, la inmensa mayoría de los campesinos que verían reconocidos en esas soluciones sus experiencias y sus problemas y, por último, los recursos de financiamiento encontrarían intervenciones más eficientes y menos costosas.